XXIVème CONGRES CONFEDERAL FORCE OUVRIERE
LILLE – 27 AVRIL 2018

DISCOURS DE PASCAL PAVAGEAU

Mes très cher(e)s Camarades,

Si l'Indépendance est souvent un combat, l'Unité est toujours une réalité à Force Ouvrière.

Parce que nos débats et nos revendications nous ressemblent, nous, militants FO, sommes unis par nos valeurs, de tous temps au service de l'ensemble des travailleurs. Oui, nos débats et nos revendications nous ressemblent et ainsi nous rassemblent !

Elevons-nous camarades, à la hauteur, et même au-delà, des immenses attaques qui se jouent : nous ne voulons ni nous diviser, ni disparaitre. Nous voulons exister et grandir encore. Tous Ensemble !

I. HOMMAGE AUX SORTANTS

En votre nom à tous, je tiens à te remercier Jean-Claude et à te féliciter pour toute ton action et ton engagement au sein de notre Organisation. Tu as été un travailleur acharné, à chaque poste ou mandat que tu as occupé. Et cela à l'occasion de périodes compliquées, difficiles, où l'on est loin du « grain à moudre » mais où il a fallu se mobiliser pour faire obstacle à ce que patronats et gouvernements successifs ne viennent casser la meule. La plupart des réussites syndicales n'ont pas pu être au rendez-vous : le principal combat aura été d'empêcher que les attaques n'aboutissent ou que les destructions soient les moins fortes possibles. La représentativité imposée par cette absurde loi de 2008 a aussi profondément modifié l'action syndicale : sous l'impulsion de Jean-Claude nous avons commencé à rénover nos pratiques de développement et d'implantation, mais le chemin reste long à parcourir. Si tu n'as pas compté tes heures pour Force Ouvrière, tu es resté toujours disponible, à l'image de ta porte au Secrétariat Général toujours ouverte. Enfin, je te souhaite à la fois un repos bien mérité, une excellente retraite mais aussi une pleine réussite dans tes nouveaux projets. Jean Claude, il ne me reste plus qu'à te dédier cette phrase que tu aimes tant : bon vent camarade !

A nos 5 camarades qui ne se représentent pas au Bureau Confédéral, je veux dire tout d'abord que vous symbolisez parfaitement l'engagement exemplaire des femmes dans notre Organisation. Je profite de ce mot pour vous saluer toutes, vous remercier et vous féliciter. Vous dire également que nous allons nous mobiliser et agir au niveau du Bureau Confédéral pour que les freins et blocages qui existent encore dans nos structures soient définitivement levés et que toutes celles, comme tous ceux d'entre vous qui y aspirent, puissent prendre des responsabilités et mandats au sein de l'Organisation.

Parce que je ne peux commencer que par toi, **Marie-Alice**, ma Marie-Alice, merci pour tout ton engagement au sein de la Confédération, engagement dont nous sommes nombreux à savoir à quel point il t'a coûté. Ta grande popularité est autant le fruit de ton investissement que de ta proximité avec les camarades auxquels tu as toujours su apporter des réponses et des conseils avisés et militants. Et ce n'est pas Karen, qui va te succéder, qui me dira le contraire. Je tiens à te remercier de ton soutien indéfectible et de longue date, et j'ai hâte de poursuivre nos diners mais cette fois en Martinique !

Andrée, notre globetrotteuse hors pair, tu as su faire preuve de polyvalence en occupant plusieurs mandats confédéraux aux secteurs « Juridique » puis « International » ainsi qu'à l'AFOC. Ne t'inquiète pas, la relève est bien là avec Marjorie pour te remplacer. Tous se souviendront de ton passage, et même parfois de tes massages. Andrée, il ne reste plus qu'à te souhaiter de bons voyages, à un rythme moins soutenu qu'aujourd'hui, et, parce qu'il n'y a pas d'âge pour passer un examen, une belle réussite pour ton diplôme de réflexologie.

Jocelyne, en 2015 tu as accepté de relever le défi de prendre un secteur ô combien essentiel et cible de tant d'attaques ces dernières années. Serge aura la lourde responsabilité de poursuivre le travail que tu as engagé afin de redonner à FO sa position de défenseur de la Sécurité Sociale et de la Protection Sociale collective. Ton engagement au sein de FO ne s'arrête pas là puisque tes nouvelles responsabilités vont te permettre de garder un lien avec la confédération et de renforcer les contacts avec un de nos partenaires. Je te souhaite une excellente continuation.

Anne va rester avec des mandats nationaux sur le Handicap. Ce n'est donc pas un départ à proprement parler. Je veux néanmoins remercier Anne pour toute son action à la tête de son secteur. Les thématiques de ton ancien secteur sont essentielles à l'instar de l'égalité Femme Homme, ce sera un vrai challenge pour Béatrice que de les poursuivre et les renforcer.

Michèle, bon je vais être prudent dans mon expression, personne ici n'ignore tes origines corses… Tu as un très long parcours confédéral qui a débuté avec Marc Blondel. Redoutablement efficace, tu n'as eu de cesse de déminer (logique, encore l'expérience corse) tous les conflits existants dans l'organisation. Je crois que nous avons été tous les deux un binôme redoutable en réunions des intersyndicales et les autres organisations s'en souviennent… Mais derrière cette armure se cache un vrai cœur sensible capable d'envoyer des SMS tout doux à d'autres représentants syndicaux… Mais également et surtout une militante exceptionnelle qui aura tout donné pour la défense de son Secrétaire Général. Comme quoi, la vraie Chef des Grognards fidèles c'était bien toi Michèle.

II. PRESENTATION DU NOUVEAU BUREAU CONFEDERAL

Parce qu'il est bon de mettre un visage sur un nom, je tiens à vous présenter les nouveaux membres du Bureau Confédéral fraichement élus : hormis les sortants que vous connaissez déjà, viennent d'être élus **Marjorie Alexandre**, **Béatrice Clicq**, **Karen Gournay**, **Nathalie Homand**, **Cyrille Lama** et **Serge Legagnoa**.

Au nom de l'ensemble du Bureau Confédéral, je m'engage à ce que nous nous battions, que nous revendiquions chaque jour, dans le plus strict respect du mandat donné par nos résolutions. Et parce que l'indépendance est un combat, je m'engage à ce que nous agissions en cohérence avec ce principe, pilier de notre Organisation.

Dés la semaine prochaine, le Bureau Confédéral s'attachera à mettre en œuvre nos résolutions et je prendrai notamment contact avec les Secrétaires Généraux des autres Confédérations syndicales.

III. REMERCIEMENTS

Nous ne sommes pas aux Césars, mais il m'était inconcevable de ne pas dire merci. Un immense et sincère MERCI.

Je veux tout d'abord remercier l'ensemble des salariés de la Confédération pour leur travail quotidien au service de notre Organisation, de nos positions et revendications et plus particulièrement celles et ceux qui s'investissent depuis plusieurs semaines avec tous les camarades du SO et ceux de l'UD du Nord que je salue à nouveau, dans la préparation et l'organisation de ce Congrès pleinement réussi ! Un immense Merci à vous !

Une élection n'est pas l'affaire d'une personne, mais c'est avant tout une aventure collective et un combat quotidien au service d'un projet et d'une ligne pour notre organisation.

Aux trois camarades de terrain qui, en 1990, m'ont fait découvrir notre grande et belle organisation.

A tous mes amis du SNITPECT-FO et de la FEETS-FO et en particulier à mes « parents syndicaux » et à l'agent Z, chez qui le militantisme règne en maitre, mais sans Dieu ni Tribun.

A l'homme aux cigares et bretelles ainsi qu'à sa Cacahouète, et à leur conseil de 2011 qui change tout.

A tous ceux d'un mariage de juillet 2011 pour leur soutien indéfectible et qui ont toujours tenu bon malgré les coups.

A vous, des week-ends de travail et des soirées avec "Pupu", qui ont tant donné de leur temps pour amorcer au mieux les changements nécessaires. Et notamment à cette équipe du nouveau Secrétariat Général qui, depuis si longtemps, travaille en totale confiance.

A tous ceux qui étaient là ce dernier mois, ces derniers jours, ces dernières heures, ont été là alors que la foudre frappait comme jamais.

Et à tous ceux qui, à un moment donné, ont cru que l'impossible était possible.

Je n'oublierai pas.

Enfin, sur un plan plus personnel, à toi, toujours prête à tout affronter à mes côtés, à vous trois, ma plus grande fierté, et à ma famille de cœur qui me soutient jusqu'en Belgique. Un profond Merci.

Au-delà de chacun de nous, notre militantisme s'appuie aussi sur celles et ceux qui nous soutiennent et je tiens à leur rendre hommage. Ils sont le cadre sécurisant comme le renforcement de notre engagement.

Parce que s'engager dans une organisation syndicale, c'est, aujourd'hui et malheureusement, un risque. On risque son emploi, sa rémunération, sa carrière et pourquoi ? Pour avoir voulu défendre ses collègues, ou juste revendiquer du progrès social.

Comment est-ce possible d'avoir atteint le stade où dans notre pays être militant associatif est honorable et être militant syndical c'est has-been ? Oui, défendre les baleines c'est beau, mais défendre les femmes et les hommes ça l'est au moins tout autant. L'héroïsme du quotidien réside dans l'engagement au service de nobles causes que ce soit pour défendre la planète, défendre la République comme le font tous les jours l'ensemble des fonctionnaires, mais aussi défendre les travailleurs bien souvent en prenant des risques trop peu reconnus par notre société. Que votre adhésion reflète votre espoir comme votre colère.

Donc oui, à vous toutes et tous, militants courageux, dignes, combatifs et revendicatifs, soyez fiers. D'être des militants engagés, libres et indépendants. Soyez fiers de tant donner pour défendre tous les travailleurs. Soyez fiers de vos négociations, de vos mobilisations, de vos revendications. Soyez fiers d'obtenir de nouveaux droits, sans jamais rentrer dans une logique de « donnant-donnant ». Soyez fiers de lutter courageusement contre le « syndicalisme bashing » que tant de politiques et de biens pensants entretiennent médiatiquement sans avoir la moindre idée de la réalité quotidienne de nos actions. Soyons fiers d'être une organisation syndicale, et juste une organisation syndicale : tout ce que nous portons, défendons, faisons, répond à notre volonté collective de défendre et promouvoir les intérêts des travailleurs ! Alors à tous ceux qui veulent attaquer nos valeurs et le syndicalisme en général, nous disons fermement et fièrement : Vous ne passerez pas ! Vous ne passerez pas !

IV. LA RESISTANCE COMME REPONSE AUX ATTAQUES SUR LES ORGANISATIONS SYNDICALES

Ce qui fait la force de la négociation collective dans notre pays, c'est d'arriver à mettre autour de la table les représentants des travailleurs et ceux du patronat dans le but d'arriver à un accord. Et nous sommes allés plus loin avec cette invention géniale qu'est le paritarisme, créateur de droits et de protections pour chaque travailleur, du fait qu'il répond d'un salaire différé.

Avec le temps, au niveau national, la concertation prend de plus en plus la place de la négociation, avec un exécutif politique qui ne laisse plus aux interlocuteurs sociaux la liberté de décider entre eux. Aujourd'hui, force est de constater le peu de considération qu'a le gouvernement dans la négociation interprofessionnelle, lui préférant soit une concertation au résultat imposé soit une décision unilatérale. Et la défiance à l'égard des syndicats devient concrète lorsqu'il décide purement et simplement, comme ça a été le cas sur la formation professionnelle, de piétiner une partie du travail réalisé au profit d'une idéologie imposée et sans aucune prise avec la réalité quotidienne du terrain.

Alors oui, mes camarades, c'est l'existence même du peu de paritarisme qui demeure encore et de la négociation collective nationale qui est menacée. Cela revient à nier le rôle et l'apport des organisations syndicales dans la construction de notre modèle social et dans notre démocratie. Plutôt que de nous retirer nos prérogatives paritaires et de négociation, le gouvernement ferait mieux de les utiliser au maximum pour toujours plus de progrès social dans l'intérêt de tous.

Et le pire, dans tout ça, c'est que le gouvernement a un allié de poids, mes camarades : le MEDEF en personne. Car à l'heure où le MEDEF se cherche un président, il est affligeant d'assister à un débat où le gagnant sera celui qui aura critiqué le plus fortement la négociation entre les interlocuteurs sociaux, et fait valoir que le paritarisme n'a définitivement plus d'intérêt. Les représentants actuels du MEDEF ont fait un choix, celui d'effacer l'histoire sociale, en acceptant que les travailleurs n'aient plus voix au chapitre, et en se cantonnant à faire un lobbying puissant auprès du gouvernement, ce qui est d'autant plus facile que le gouvernement actuel est complètement en phase avec leurs rêves les plus fous. Le MEDEF en a toujours rêvé, l'exécutif le fait. A ce rythme-là, le futur président du MEDEF pourra dire au président de la République : merci Patron ! Mais nous ne les laisserons pas faire ! Force Ouvrière ne laissera pas les derniers bastions du paritarisme se faire saccager, se faire anéantir, sans réagir !

Parce que nous voyons clair dans le processus global qui est en cours : l'objectif désormais affiché est d'affaiblir l'ensemble des organisations syndicales. Cela a commencé, il y a déjà de nombreuses années, sous d'autres gouvernements, par l'expulsion des organisations syndicales hors de leurs locaux. En utilisant pour prétexte l'austérité budgétaire et la régionalisation, les collectivités territoriales de tous bords et l'Etat nous imposaient et nous imposent encore aujourd'hui de quitter le terrain et la proximité avec les travailleurs de ce pays. A Force Ouvrière, nous ne tomberons jamais dans ce piège ! Parce qu'être proche du terrain est plus que jamais une force dans une période où les soi-disant élites qui nous gouvernent sont totalement déconnectées de la réalité ! C'est une nécessité d'être aux côtés de l'ensemble des travailleurs de ce pays alors que tout est fait pour qu'ils se retrouvent livrés à eux-mêmes. Alors oui, non seulement nous ferons tout ce que nous pouvons pour garder nos Unions Départementales, et partout où nous le pourrons, nous créerons et maintiendrons des Unions Locales.

Parce que dans une société où la cohésion nationale et sociale s'effrite, nous devons nous battre pour toujours plus de proximité. L'une des spécificités de notre Organisation est son fédéralisme et sa déconcentration. Non, chez nous ce n'est pas le national qui décide et la base qui exécute. Non, chez nous, nous n'abandonnons pas les zones rurales pour nous établir dans quelques grandes métropoles. Chez nous, c'est l'adhérent qui a le pouvoir. Chez nous, la position se construit grâce aux remontées de la base. Et ça, mes camarades, c'est l'une de nos grandes fiertés, car c'est ce qui ancre nos revendications dans la réalité quotidienne des travailleurs !

Alors je vais vous apprendre quelque chose : nous avons de la chance. Nous avons de la chance car la priorité du gouvernement actuel à travers, notamment, ses dernières ordonnances était de créer du dialogue social de proximité, au plus proche des salariés. Vraiment nous avons de la chance. Ils nous ont expliqué que le national et la branche pour créer de la norme c'était dépassé. Hop, tout est renvoyé au niveau de l'entreprise.

Ils nous ont expliqué que nous perdions tous trop de temps dans nos réunions. Hop, ils ont fusionné l'ensemble des instances CE-DP-CHSCT. Ils nous ont expliqué qu'il fallait donner davantage de poids à la parole des salariés. Hop, le referendum d'entreprise est né. Ils nous ont expliqué qu'il fallait sécuriser la rupture du contrat de travail. Hop, ils ont permis la budgétisation des licenciements, y compris abusifs et surtout, le meilleur pour la fin, ils ont créé la rupture conventionnelle collective.

Mes camarades, une petite parenthèse. Franchement, entre nous, la rupture conventionnelle collective c'est pas syndical, ça ne peut pas être syndical. C'est un piège ! Bien sûr c'est facile, ici, de la tribune, de l'exprimer, et, bien entendu, il ne s'agit pas de donner de leçon. Je sais à quel point c'est extraordinairement difficile pour vous, tous les jours. Et, nous soutenons les Syndicats FO localement. Mais ne tombons pas dans ce piège, ne soyons pas complices d'un PSE déguisé et au rabais, où nous prendrions la responsabilité de « virer » nos propres collègues dans des conditions dégradées et sans le contrôle de l'Etat.

Pour ça et sur tous ces reculs, à un moment donné les grands coups de communication ne suffisent plus. Et il est temps de se heurter au principe de réalité, et il est clair que « Jupiter » est à des années-lumière du terrain.

Un élu qui voit ses heures de délégation diminuer alors même qu'il occupe non plus un mandat mais trois à la fois, se voit de facto dans l'incapacité de pouvoir militer en dehors de son entreprise et en particulier auprès de son UD et de sa FD. C'est donc triplement l'affaiblir : en lui donnant moins de temps pour agir, en lui faisant perdre l'expertise qui bénéficiait aux salariés et en le coupant de l'Organisation Syndicale qui lui apporte aujourd'hui conseil, recul et soutien.

Et, pour couronner le tout, on limite l'ensemble à 3 mandats. Bel exemple de démocratie que de briguer l'engagement.

Alors je vois déjà ce que certains vont nous dire : les organisations syndicales sont les grandes victimes de ces ordonnances et elles ne bougent que lorsqu'elles sont attaquées. Mais la réalité, c'est que les ordonnances ne sont rien d'autre qu'une Loi El Khomri XXL avec des conséquences dramatiques pour l'ensemble des salariés de ce pays.

Pour ne prendre qu'un exemple, mais il est parlant, nous aurons des différences de traitement avec des garanties minimales s'appliquant boite par boite : les conditions de travail Amazon, les conditions de travail Carrefour, les conditions de travail de la petite PME du coin. Dans un monde où règne la concurrence exacerbée entre entreprises, ce sera une course au moins-disant social sans précédent !

Renvoyer l'élaboration de la norme entreprise par entreprise a pour conséquence de rompre avec le principe républicain d'égalité des droits et de traitement sur l'ensemble du territoire national. C'est à travers nos luttes et nos victoires syndicales que nous bénéficions, tous, d'un même Code du Travail, des mêmes protections à travers les conventions collectives et les statuts, de la même durée légale de travail, d'un salaire minimum identique quel que soit notre métier et notre région. C'est ça le résultat de négociations collectives et de lois républicaines qui ont bâti, pierre par pierre, notre modèle social, modèle qui demeure envié dans le monde entier !

Force Ouvrière en est fière ! Et s'il ne doit rester qu'une organisation républicaine dans ce pays, alors ce sera Force Ouvrière !

V. LE COLLECTIF COMME REPONSE A L'INDIVIDUALISATION DE LA SOCIETE

Au-delà des maux, M.A.U.X. traditionnels, flexibilité, austérité, compétitivité, auxquels nous sommes malheureusement confrontés depuis des décennies, on est face aujourd'hui à une vision. Sous prétexte d'être libre, plus autonome, plus responsabilisé, on se retrouve peu à peu livré à soi-même. Moins de puissance publique, moins de garanties et de droits collectifs, moins de protections.

L'individualisation. Une vision quasi-philosophique du chacun pour soi.

Et tout y passe. Ne prenons que quelques exemples.

- Bien entendu, et ce n'est pas nouveau, les rémunérations. Elles sont de plus en plus individualisées, à la tête du "client", à commencer d'ailleurs dans le secteur public. Pour une fois où l'Etat montre l'exemple, ça n'est pas dans le bon sens.
- Ensuite, la formation. Alors, nous voilà avec le fameux projet de loi "Pour la liberté de choisir son avenir professionnel". Ah bah, on est content. On est libre. Parce qu'on ne l'avait pas remarqué mais jusqu'à présent on ne l'était pas. Mais si, on l'était. On l'était déjà, on l'était vraiment, parce qu'on avait ce droit d'un nombre d'heures, commun à tous, pour se former, pour s'émanciper. Mais c'est fini ça. Maintenant, on va toucher un petit pécule. Charge à chacun de se débrouiller seul, avec la responsabilité de se trouver une formation rentrant dans son enveloppe, le tout sur son temps personnel. Et là ce qui est extraordinaire de cynisme, c'est qu'en plus, ça exclut d'emblée plus de 20 % de la population. Et oui, avec le gouvernement, c'est "pas de smartphone, pas de formation" ! Politique sponsorisée par Apple, Samsung et compagnie.
- Autre exemple : le chômage. En voulant sanctionner les chômeurs qui ne trouvent pas d'emplois, on fait du chômage une question d'individus. Plutôt que de s'attaquer aux causes générales et économiques du chômage, le gouvernement impute aux chômeurs une responsabilité individuelle dans le fait qu'ils ne retrouvent pas de travail. 200 postes supplémentaires à Pôle Emploi. Pour aider collectivement les demandeurs d'emploi ? Non, pour mieux les contrôler et les sanctionner. C'est vrai qu'entre 0,4% de fraude et 80 milliards d'évasion fiscale chaque année, on cerne bien les priorités.
- Même l'impôt y passe. Le prélèvement à la source, c'est d'abord fixer un taux par individu, alors que le cadre républicain l'avait constitué sur la base d'un collectif, certes réduit, mais un collectif quand même, en l'occurrence le foyer fiscal. Nous aurons tous notre taux individuel et personnel d'imposition. Et si l'on regarde l'objectif final de cette réforme que nous condamnons, c'est bien de permettre de fusionner à terme l'impôt sur le revenu avec la CSG. C'est à la fois affaiblir le financement dédié à la Sécurité sociale collective et individualiser l'impôt en supprimant sa progressivité pour le rendre proportionnel et donc individuel.

- S'attaquer à la Sécurité sociale collective, c'est dynamiter le cœur de notre modèle social. On passe d'un système basé sur la solidarité où « je cotise collectivement selon mes moyens et je bénéficie personnellement selon mes besoins » à un filet de sécurité soi-disant universel pour solde de tout compte. Charge à chaque individu, s'il le peut, de recourir individuellement à des assurances privées. Et pour ceux qui n'ont pas eu la chance, parce que c'est souvent de chance dont il s'agit, d'avoir une carrière complète, linéaire, de ne pas être malade, de ne pas être au chômage, etc., ceux-là seront laissés sur le bord du chemin. Personne ne fait exprès d'être malade, personne ne fait exprès de se retrouver au chômage, personne ne fait exprès d'avoir un proche handicapé. Parce que personne ne fait exprès, tout le monde soutient et est solidaire. Tout le monde contribue, pas pour soi, mais pour un collectif. Parce quand ça nous arrive, on est bien content que les autres soient là. Et notre fierté mes camarades, c'est justement de ne pas cotiser pour soi mais de cotiser tous !
- Et tous, nous aspirons légitimement à pouvoir à un moment donné, passer le flambeau et bénéficier d'une retraite bien méritée. Il va falloir qu'on nous explique dans la réforme à venir comment on peut maintenir la solidarité intergénérationnelle et collective, ainsi que le statut général et les statuts particuliers, en passant à une retraite par points. En réalité, il y a quelque chose de machiavélique dans cette réforme : en individualisant la fin du parcours, on individualise l'ensemble du parcours. Alors, je le dis clairement, nous irons aux concertations et discussions, parce que la chaise vide ce n'est pas Force Ouvrière. Mais nous irons avec le mandat clair de la défense de nos régimes, de la défense de nos droits adossés à des statuts collectifs face à un projet purement idéologique où de fait il n'y a plus d'âge limite, ni de durée de cotisation. Alors, comme nos camarades il y a déjà un siècle nous disons : non à la retraite pour les morts !

Pour justifier la suppression des cadres d'emploi et des droits collectifs, il fallait instaurer un réceptacle. Il existe déjà et c'est le fameux CPA : compte personnel d'activité. A nouveau, tout est dit dans le titre. Mes camarades, je l'ai toujours affirmé : « le CPA, c'est pas ça ». On se retrouve tous en concurrence les uns contre les autres, on nous refile un sac à dos dénommé CPA que l'on distribue à tous les travailleurs en leur disant « sois libre et tais-toi » et on part à l'aventure en se cherchant des clients à défaut d'emploi, en se recherchant de l'activité ou du travail à la tâche à défaut d'un réel contrat de travail, et dans lequel « libre à toi » de mettre, si tu le veux et si tu le peux, un petit pécule de côté pour te former, pour une éventuelle période de chômage, pour tes points retraite et même ton taux d'imposition. Le CPA est le bras armé de l'individualisation, ni plus ni moins.

Or, en faisant la part belle à la liberté et à l'autonomie, on porte atteinte aux valeurs qui fondent notre modèle social. L'individualisation amène l'individualisme : le « chacun son choix » devient le « chacun pour soi ». Tout se résume à : « ne te demande pas ce que la Nation peut faire pour toi, mais ce que tu peux faire pour toi-même ». C'est justement ce que doivent se demander les 9 millions de Français qui vivent sous le seuil de pauvreté. Peut-on accepter, dans la cinquième puissance économique du monde, qu'un salarié, oui un salarié, dorme dans sa voiture ?

En un an, les différentes politiques du gouvernement auront distribué plus de 11 milliards aux 10 % de la population la plus riche : suppression de l'ISF, fin de la taxation de 3 % sur les dividendes, plafonnement de la taxation sur le capital, augmentation du CICE, baisse de l'impôt sur les sociétés, suppression de la taxe sur les salaires élevés. Et dans le même temps : hausse de la CSG, baisse du budget de l'Etat et de celui de la Sécurité Sociale, baisse du budget des collectivités locales ; baisses des APL ; suppression de 260 000 emplois aidés, gel des pensions de retraite comme du point d'indice et augmentation du forfait hospitalier. Pour les 90 % de la population restante, ce sont 24 milliards de suppression de pouvoir d'achat comme d'aides publiques et sociales !

Cherchez l'erreur. Ce n'est pas un procès d'intention mais un constat que de dire que le gouvernement a choisi un camp, celui des plus fortunés. En somme, une politique pour les 10 % de premiers de cordée au détriment des 90 % derniers de corvées ! Nous sommes face à de « faux Robin des bois » car prenant aux pauvres pour donner aux riches. Des compteurs de fables cherchant à légitimer la domination d'une élite. Le recul de tous au bénéfice de quelques-uns. Pire, dans des périodes où la croissance reviendrait, notamment du fait des sacrifices des derniers de corvée, le système est désormais conçu pour qu'à nouveau la croissance ne bénéficie qu'aux plus favorisés. Nous sommes au paroxysme du cynisme où l'augmentation de la richesse produite fait augmenter les inégalités !

Cette logique d'individualisation conduit à une bipolarisation de la société : il y a la minorité de ceux qui réussissent, directement sortis de la cuisse de Jupiter avec une cuillère d'argent dans la bouche, ou qui sont des génies ou tout simplement qui ont un coup de chance, bref ceux pour qui les politiques actuelles sont imaginées et menées. Et pour les autres, les 90 % restants, le mépris est de mise, ceux qui « ne sont rien » comme le dit le Président, ceux qui n'ont qu'à se prendre en main car finalement c'est en gros de leur faute s'ils ne réussissent pas. Privilège des riches et mépris des pauvres sont les deux faces d'une même pièce. Car oui désormais, après le « casse-toi pauvre con », les « sans-dents », il y a les « fainéants » et même les « gens qui ne sont rien ». Quelle violence ! Mais je vous le dis mes camarades, ils ne sont pas rien. Nous ne sommes pas rien. Personne n'est rien. Le nombre est une force exceptionnelle que le syndicalisme libre et indépendant se doit de rassembler. Si une fois rien n'est rien, à partir de trois fois rien, c'est le début de quelque chose, et on est beaucoup plus que trois.

Je le dis : les fainéants s'activent. Ils sont des dizaines. Des centaines. Et même des centaines de milliers à Force Ouvrière. Ils grondent, ils s'organisent. Et rien n'est plus dangereux mes camarades que des fainéants déterminés à combattre et à reconquérir leurs droits !

VI - L'Histoire et la Memoire, comme reponse au nouveau monde

Force Ouvrière ne se résume et ne se résumera jamais à un individu, à une période ou à un unique combat. Nous sommes nés en 1895 après une décennie de grèves puis, 50 ans après, d'une Résistance Ouvrière qui devient Force.

Nous sommes nés d'une contestation : l'opposition absolue à une politisation du syndicalisme au profit d'une indépendance sans équivoque. Plus d'une fois nous l'avons démontré, la revendication est l'essence même du syndicalisme et le moteur de l'histoire. De tous temps, ce que le travailleur prend, il l'obtient. Et les droits dont il bénéficie, dont les plus essentiels, il les a acquis grâce à l'action syndicale. Et donc cela va à l'encontre de toute notion de progrès d'avoir, aujourd'hui, à se battre pour conserver ces acquis et de devoir y renoncer pour en obtenir de nouveaux. Que l'on parle de la journée de 8 heures, des congés payés, des conventions collectives ou de la Sécurité sociale, l'ensemble de ces acquis, qui sont les fondements de notre société actuelle, n'ont pu voir le jour qu'au travers des luttes syndicales menées courageusement par nos anciens camarades. Et ces luttes permettent également aujourd'hui à ce que 93 % des travailleurs, soit couverts par une convention collective ou un statut. Record du monde ! Record du monde que l'on aimerait voir mis en avant plus souvent par nos représentants ! Parce que c'est aussi ça l'héritage de l'action et du combat syndical dans notre République !

Or, aujourd'hui, on nous explique que la France s'est créée en mai 2017 et que toutes ces conquêtes feraient partie d'un ancien monde, dont nous, les organisations syndicales, serions les dinosaures. Un monde révolu, où tout ce qui est passé serait has been, où revendiquer des droits nouveaux serait ringard et utopique.

A grands coups de com', on nous explique que la modernité serait d'appliquer toujours plus de règles entreprise par entreprise et individu par individu. Mais la réalité, c'est que, jamais les travailleurs n'ont été autant éloignés les uns des autres, que la cohésion nationale se fissure chaque jour un peu plus, et que l'égalité des droits relève de plus en plus de la théorie.

A grands coups de com', on nous explique que la modernité serait de mettre en concurrence l'ensemble de la société, chaque région, chaque entreprise, chaque travailleur. Mais la réalité, c'est marche ou crève dans une jungle d'individualisme avec pour seul moyen de survivre d'écraser son voisin ! C'est être responsable que de laisser chacun livré à soi-même avec la charge de se protéger et de s'en sortir seul ? C'est être libre que de favoriser l'ubérisation de notre société avec pour modèle des travailleurs payés à la tâche et une précarité généralisée ?

Quel est donc l'alternative qu'on nous propose face à notre soi-disant archaïque modèle social basé sur la solidarité collective ? Déprotéger les gens ! Déprotéger ! Le nouveau monde qu'on nous impose, ce projet de société, c'est un véritable retour au 19ème siècle mes camarades !

Alors, au prétexte d'être « moderne » et « réaliste », on nous demande de ne plus revendiquer ; au prétexte d'être « responsable », on nous demande de négocier la longueur de la chaine et le poids du boulet ; au prétexte d'un meilleur « dialogue social », on nous demande d'endosser la responsabilité patronale de virer d'autres salariés par rupture conventionnelle collective ! Mes camarades, les reculs sociaux ne se négocient pas, ils se combattent. Mes camarades, notre organisation a été de tous temps pour la négociation, pour le compromis mais pas pour la compromission ! J'ignore où se passera le combat entre le vieux monde et le nouveau mais peu importe : Force Ouvrière en sera !

Car demain, nous serons là pour rappeler qu'il n'y a pas lieu de réécrire l'Histoire, que la France ne peut pas devenir pas une startup peuplée de gens ayant pour seule possibilité de devenir entrepreneurs d'eux-mêmes à la merci du marché !

Demain, nous serons là pour rappeler que le syndicalisme libre et indépendant est plus fort que ça, que la République est plus forte que ça !

Demain, nous serons là pour rappeler que nous sommes modernes et réalistes, et que notre responsabilité est de promouvoir un modèle où le progrès social est au rendez-vous pour l'ensemble des travailleurs !

Oui à Force Ouvrière, nous avons de la mémoire et nous honorons fièrement nos 70 ans de luttes syndicales et le combat de nos anciens. Libres et indépendants, nous défendons nos valeurs et un héritage qui reste encore notre vision. Aujourd'hui, je m'y engage : nous allons tenir, nous allons faire bloc. Nous allons revendiquer, nous allons résister et reconquérir de nouveaux droits !

VII . CONTREPOIDS

Toute la société fait face à un rouleau compresseur. Sa cible : l'ensemble des contrepoids et contrepouvoirs de ce pays. Le Politique a subi un véritable tsunami dévastant tout sur son passage. De plus, on éloigne les élus locaux, derniers représentants de la République à portée de gifle des citoyens par la fusion des communes. Les médias subissent une pression sans précédent. Et il a même été question de changer les directeurs d'administrations centrales et autres hauts fonctionnaires, afin de désigner à leur place des personnes « En Marche » compatibles. C'est attaquer le fondement même du Service Public républicain et de son statut qui est là pour garantir en toute indépendance et neutralité par rapport au pouvoir politique, le fait que dans notre démocratie, les exécutifs passent, la République demeure. Parce qu'il n'y a pas de République sans Service Public, nous continuerons notre mobilisation pour le statut et pour les 5,4 millions de femmes et d'hommes, nos héros du quotidien, notre fierté républicaine, et nous les appelons tant à se mobiliser qu'à voter en masse pour les listes Force Ouvrière lors des élections du 6 Décembre prochain.

Autre contrepoids important dans notre démocratie qu'il est naturel d'attaquer : les syndicats. On réfute leur rôle national interprofessionnel à contribuer et à permettre que notre modèle social continue de se développer au bénéfice de toujours plus de travailleurs. Cela s'accompagne d'une méthode qui préfère le recours aux ordonnances plutôt qu'aux débats démocratiques et à la concertation sociale, et qui globalement répond d'une seule maxime : « Je pense donc tu suis ».

Face à ce syndicalisme bashing, face à cette attaque sans précédent des syndicats, que fait-on ? On met la tête dans le sable et on se dit que ça va passer ? Pense-t-on vraiment que la survie syndicale passe par la compromission ? Dire cela n'est pas un effet de manche, vu le degré des attaques que les autres contrepoids de ce pays ont déjà subi. Mais est-ce qu'une organisation syndicale est mortelle ? Oui, mes camarades, car ce n'est pas une divinité. Vous savez, il n'est jamais bon de se comparer à un Dieu. De surcroit le Dieu des Dieux.

Et c'est bien parce que nous sommes vivants et une force, que nous ne cesserons jamais de négocier et de revendiquer, et que demain et tous les jours à venir, nous nous battrons et nous résisterons. Parce qu'à Force Ouvrière, nous préférons mourir debout que vivre à genoux !

Je suis convaincu que nous sommes face à un risque de bascule. Après des décennies de libéralisme, de capitalisme financier, d'austérité effrénée, de dumping acharné, notre modèle social est fissuré. Ils ont tenté de réduire les droits collectifs, attaqué le Code du travail, le statut général, la Sécurité sociale. Ces fondements de notre socle social et de notre République ont tenu mais ils restent fragiles. Et là, ils risquent de se briser. Parce que les attaques continuent de plus belles et qu'on nous présente un nouveau modèle basé sur le chacun pour soi. On se concentre sur ceux qui ont déjà tout et on abandonne ceux qui n'ont rien, ceux qui ne sont rien. On serait donc libre de réussir, mais surtout libre d'échouer dans une société où le collectif n'est plus là pour nous repêcher !

Alors je peux lire dans vos yeux la même crainte qui maintes fois a saisi nos camarades depuis plus d'un siècle. Un jour peut venir où l'égalité faillira, où la solidarité s'effondrera, et où l'individualisme triomphera.

Mais ce jour n'est pas arrivé !

Ce sera l'heure des loups, de la jungle et du chacun pour soi.

Mais ce jour n'est pas arrivé !

Aujourd'hui nous refusons de basculer dans un monde sans droit, sans règles, sans statut, sans protection !

Liberté. Egalité. Fraternité. Laïcité. Solidarité. Plus que jamais ces valeurs doivent structurer notre société. Plus que jamais face à ces attaques sans précédent, nous appelons l'ensemble des travailleurs : rejoignez-nous, combattons ensemble, résistons ensemble, pour nos acquis, pour nos droits, pour en conquérir de nouveaux. Plus que jamais notre organisation syndicale a une responsabilité historique à rassembler alors que la société se fracture.

Alors, debout mes camarades, nous sommes sur les barricades, nous y resterons, et nous tiendrons jusqu'à ce que d'autres camarades nous relèvent ! Et nous ne sommes pas à Fort Alamo, à Force Ouvrière la relève vient toujours !

Vous êtes Force Ouvrière, vous êtes la Résistance !

Vive le syndicalisme libre et indépendant !

Vive l'ensemble des Syndicats, Unions Départementales et Fédérations Force Ouvrière !

Vive la Confédération Générale du Travail Force Ouvrière !

Résister ! Revendiquer !